

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(Commun à tous les lots)

Le pouvoir adjudicateur : Ecole Nationale de l'Aviation Civile

Objet du marché :

202500TVX068

**Travaux d'extension du hangar de maintenance par un hangar de
stationnements avions**

Etablie en application du Code de la commande publique et du cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables
aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

La procédure utilisée est la suivante :

Procédure adaptée simple en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique

Table des matières

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX	1
(Commun à tous les lots).....	1
1-1-Objet et forme de la procédure.....	5
Objet :	5
Les codes CPV (nomenclature achat communautaire) pertinents sont les suivants :	5
1-2-Etendue de la consultation	5
1-2-1-Décomposition en lot.....	5
1-2-2- Prestations supplémentaires éventuelles.....	6
1-3-Interlocuteurs.....	6
1-4 -Sous-traitance	6
1-5 Groupement d'opérateurs économiques	7
1-6 Connaissance de l'ouvrage.....	7
1-7 Ordre de service	8
1-8 Identification du personnel sur le chantier	8
3-1-Contenu du prix.....	9
3-2- Caractère du prix.....	9
3-2-1-Forme du prix.....	9
3-2-2-Mois d'établissement des prix du marché.....	9
3-2-3-Variation du prix : révision	9
3-3-Dépenses à charges des entreprises – Compte prorata	10
3-3-1-Dépenses à la charge des entreprises.....	10
3-3-2-Compte prorata.....	10
3-4- Rémunération du titulaire	10
3-5 Délai global de paiement	11
3-6 Paiement des cotraitants	11
1- Dans le cas d'un groupement conjoint :	11
2- Dans le cas d'un groupement solidaire :	11
3-7-Paiement des sous-traitants	12
❖ Le droit au paiement direct des sous-traitants :	12
❖ La procédure de paiement direct :	12
❖ Les sous-traitants de second rang:.....	12
3-8-Mode de règlement	12
3-9-Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives	13
3-10-Intérêts moratoires	13
4-1-Délai d'exécution des travaux.....	14

4-1-1-Délai d'exécution des travaux.....	14
4-1-2-Calendrier prévisionnel d'exécution.....	14
4-1-3-Calendrier détaillé d'exécution.....	14
4-3-Cas de prolongation du délai global d'exécution – Intempérie	15
4-4-Modalités de poursuite de l'exécution du marché en cas d'atteinte du montant prévu pour la réalisation des travaux.....	16
4-5- Pénalités encourues.....	16
4-5-1 Dispositions communes	16
4-5-2- Pénalités pour retard d'exécution.....	16
4-5-3- Autres pénalités.....	17
Pénalités pour absences ou retards aux réunions :.....	17
Pénalités pour retard dans le repliement des installations de chantier :.....	17
Pénalités pour retard dans la remise des documents EXE :.....	17
Pénalités pour retard dans la remise des DOE :	17
Pénalités pour retard dans la levée de réserves :.....	17
Pénalité pour non-remise du contrat de sous-traitance :.....	17
Pénalités pour absence aux Opérations préalables à la réception (OPR) :.....	17
Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal.....	17
Infractions aux prescriptions de chantier :	18
Pénalités diverses :	18
5-1-Avance.....	19
5-2-Retenue de garantie.....	19
6-1-Provenance des matériaux et des produits.....	19
6-2-Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	19
6-3-Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits	19
7-1-Piquetage général.....	20
7-2-Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	20
8-1-Période de préparation des travaux.....	20
8-2-Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail.....	20
8-3-Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	20
8-4-Organisation, hygiène et sécurité des chantiers	21
8-4-1-Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier.....	21
8-4-2-Installations à réaliser par l'entreprise.....	21
8-4-3-Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	21
B/ Autorité du coordonnateur S.P.S.	21
C/ Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.	21
D/ Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants	22
8-5- Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	22
8.5.1 Gestion des déchets de chantier.....	22

8.5.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	22
8-6-Compte-rendu de chantiers	22
9-1-Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux.....	22
9-2-Réception.....	22
9-3-Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage	23
9-4 Epreuves concluantes	23
9-5-Documents fournis après exécution	23
9-6- Garantie des prestations	23
9-7-Garanties particulières	23
9-8-Assurances	24
2/ Police de responsabilité décennale :	24
11.1 Résiliation du fait du maître de l'ouvrage	24
11.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particuliers	24
11.3 Redressement ou liquidation judiciaire	25
Instance chargée des procédures de recours :	25
Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :	25
Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :	26
Le CCAP apporte des compléments aux CCAG Travaux aux articles :	26

1-1-Objet et forme de la procédure**Objet :**

Travaux d'extension du hangar de maintenance par un hangar de stationnements avions.

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (Commun à tous les lots), concernent l'opération :

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières CCTP des lots concernés et leurs annexes éventuelles.

Les codes CPV (nomenclature achat communautaire) pertinents sont les suivants :

Lots	Code principal	Description
1 - VRD	45112500-0	Travaux de terrassement
2 - GROS OEUVRE	45200000-9	Travaux de construction complète ou partielle et travaux de génie civil
3 - CHARPENTE METALLIQUE	45261000-4 :	Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes
4 - COUVERTURE METALLIQUE- BARDAGE	45261213-0	Travaux de couverture métallique
5 - PORTES INDUSTRIELLES	45421131-1	Pose de portes
6 - ELECTRICITE CFO CFA SSI	45310000-3	Travaux d'équipement électrique

Procédure :

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée, en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique ci-après dénommé « Le code ».

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, des marchés de travaux sans publicité ni mise en concurrence préalables pourront être passés pour la réalisation de prestations similaires au présent marché.

1-2-Etendue de la consultation**1-2-1-Décomposition en lot**

Le marché est décomposé en 6 lots définis comme suit :

Lot	Désignation
1	VRD
2	GROS OEUVRE
3	CHARPENTE METALLIQUE
4	COUVERTURE METALLIQUE- BARDAGE
5	PORTES INDUSTRIELLES
6	ELECTRICITE

Les candidatures peuvent concerner un ou plusieurs lots. Les candidats doivent présenter une offre distincte pour chaque lot auquel ils répondent.

1-2-2- Prestations supplémentaires éventuelles

N° PSE	Objet de la PSE	Lot concerné
Lot 1	Démolition édicule H3	PSE 1
	Déminéralisation et végétalisation voirie existante	PSE 2
Lot 6	Création d'un réseau air comprimé	PSE 1
	Mise en œuvre de la vidéosurveillance	PSE 2

1-3-Interlocuteurs

Maîtrise d'ouvrage et maître d'œuvre

ENAC

Département Infrastructure et Logistique / Service Méthodes

Mme Sophie TUSSING-BRUERE

@ : sophie.tussing-bruere@enac.fr

Tél : 0621103884

M. Emeline LACAVE

@ : emeline.lacave@enac.fr

Tél : 0614926018

Bureau de contrôle

QUALICONSLT

Fatih HIDIROGLU

@ fatih.hidiroglu@qualiconsult.fr

0667180254

Coordonnateur SPS

QUALICONSLT

Bruno TARTARAT-CHAPITRE

Coordonnateur SPS

@ : b.tartarat-chapitre@qualiconsult

0608048609

1-4 -Sous-traitance

Conformément aux articles L2193-1 à L2193-3, le titulaire d'un marché public peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations de son marché.

Les sous-traitants relevant du champ d'application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance modifiée par l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, doivent être présentés au pouvoir adjudicateur pour acceptation, soit lors de la remise des offres soit en cours d'exécution du marché (articles R2193-1 à R2193-3).

La demande portant sur l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement sera sollicitée conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance, que le titulaire doit remettre à l'ENAC contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement seront établis conformément à l'article R2193-4 du Code.

Le sous-traitant adresse sa facture au titulaire dans les formes prévues aux articles R2193-11 et R2193-12 du Code.

Les règles relatives aux intérêts moratoires sont fixées par les dispositions des articles L2192-12 à L2192-14 du

code.

La liquidation des comptes en cas de résiliation du marché, s'applique également aux sous-traitants.

L'ENAC se réserve la possibilité de demander des renseignements complémentaires sur les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant présenté, avant de donner son agrément et signer l'acte spécial. Il peut refuser le sous-traitant proposé.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 50.3 du CCAG-Travaux. Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants au maître d'ouvrage, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de **quinze jours** courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le maître d'ouvrage, le titulaire encourt une pénalité journalière prévue à l'article 4.4 du présent CCAP.

En outre, le défaut de communication du contrat de sous-traitance trente jours après cette mise en demeure expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 50.3 du CCAG-Travaux.

1-5 Groupement d'opérateurs économiques

Les candidats peuvent présenter leur offre sous forme de groupement conjoint ou solidaire, conformément aux dispositions des articles R2142-19 et R2142-20 du Code de la commande publique. Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membre du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché ou l'accord cadre.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché ou de l'accord cadre.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Toutefois, les candidats sont informés que :

- Il leur est interdit de présenter pour le présent marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- Il leur est interdit de présenter pour le présent marché plusieurs offres en agissant en qualité de membre de plusieurs groupements ;

Pour la bonne exécution du marché, le groupement attributaire du marché sera contraint d'assurer sa transformation en groupement :

- Conjoint avec mandataire solidaire.

L'ENAC souhaite que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles, en ce qui concerne l'exécution du marché. Cette forme permet de bénéficier des avantages des deux formes de groupement : accès des PME à la commande publique et garantie solidaire financière du mandataire au profit de l'acheteur public.

1-6 Connaissance de l'ouvrage

Le titulaire, doit, conformément aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur à la date de notification du marché, le complet achèvement de tous les travaux suivant les règles de l'art et la parfaite utilisation de l'ouvrage.

Il reconnaît avoir une parfaite connaissance des lieux et de l'ouvrage à réaliser sur le site, dans la mesure où ces renseignements peuvent être raisonnablement obtenus lors des études qui ont été faites par la maîtrise d'ouvrage, lesquelles sont à sa disposition dans les documents de la présente consultation, ainsi que de toutes les contraintes ou sujétions y afférent et avoir eu la possibilité d'effectuer ou de demander que soient effectués tous sondages ou reconnaissances de quelque nature que ce soit nécessaires à l'exécution parfaite de ses prestations. Il ne pourra arguer en aucune façon, de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurement à la notification du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité dans l'exécution de ses obligations contractuelles.

Les conséquences des erreurs et carences du titulaire dans sa collecte des renseignements ne peuvent que demeurer à sa charge.

A ce titre, le titulaire est réputé avoir pris connaissance des éléments suivants :

- La nature et l'emplacement des lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- Les modalités d'accès, d'installation de chantier, de stockage, de matériaux, etc., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- Avoir pris tous renseignements concernant les ouvrages existants et avoisinants ;
- Les caractéristiques de l'équipement et des installations nécessaires au début et pendant l'exécution des travaux ;
- Tous les autres éléments pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues et qui pourraient en quelque manière influencer sur les travaux et sur les prix de ceux-ci.

Il est tenu par une obligation de résultat et s'engage à exécuter des prestations exemptes de vice. Le titulaire est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

1-7 Ordre de service

Les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par l'ENAC. Le titulaire en accuse réception datée.

Conformément à l'article 3.8 du CCAG-Travaux, il est précisé que tous les ordres de service émis par l'ENAC entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

1-8 Identification du personnel sur le chantier

Chaque entreprise titulaire ou sous-traitante est tenue de faire porter par son personnel dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combiné de chaque personne et de son employeur.

Chaque carte d'identité professionnelle devra avoir les indications suivantes : Nom – Prénom – Société – Photo – N° Caisse de Congés Payés – N° de Sécurité Sociale.

Le titulaire est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier. Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage peut en solliciter la production à tout moment. Le titulaire reste responsable du respect de ces obligations pendant toute la durée du marché.

Le titulaire sera tenu de transmettre à la demande du maître d'ouvrage dans les délais impartis, la pièce mentionnée aux articles D.8254-2 à -5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation du travail mentionnée aux articles L.5221-2,3 et 11 du code du travail.

Article 2 - Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- ↗ L'Acte d'Engagement par lots et ses éventuelles annexes financières dans la version résultant des dernières modifications éventuelles ;
- ↗ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (Commun à tous les lots) ;
- ↗ Le calendrier prévisionnel d'exécution (planning prévisionnel) ;
- ↗ Les cahiers des clauses techniques particulières par lots (CCTP) et ses annexes éventuelles commun et par lot, et les pièces graphiques ;
- ↗ Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- ↗ Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux
- ↗ Les documents techniques complémentaires ;
- ↗ Le rapport initial de contrôle technique (R.I.C.T) ;

- ↗ Le plan général de coordination sécurité protection de la santé (P.G.C.S.P.S.) ;
- ↗ Le Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire par lot ;

- ↳ L'offre technique du titulaire ;
- ↳ Le cas échéant, l'acte spécial présenté au stade du dépôt de l'offre ;
- ↳ Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché (DC4) ;

Toute clause, portée dans la proposition du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

Le présent marché exprime l'intégralité de l'accord passé entre les deux parties.

Article 3 – Contenu – Caractère du prix – Rémunération du titulaire et des sous-traitants

3-1-Contenu du prix

Les prix sont présentés hors taxe à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Le prix porté au CDPGF et à l'acte d'engagement de l'entrepreneur s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

* sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, l'entrepreneur est réputé avoir prévu lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).

* les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que l'entrepreneur pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

3-2- Caractère du prix

3-2-1-Forme du prix

Les ouvrages ou les prestations objet du marché, respectant les dispositions du présent CCAP, sont réglés selon le prix global et forfaitaire respectif à chaque lot défini au CDPGF et à l'acte d'engagement du lot correspondant.

Les prix unitaires du CDPGF sont contractuels et utilisés pour le règlement des éventuels travaux modificatifs ou aléas.

Les besoins de travaux dont le prix n'est pas prévu au CDPGF seront réglés selon les dispositions sur les « prix nouveaux » de l'article 13 du CCAG-Travaux.

3-2-2-Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de septembre 2025, appelé mois « Mo ».

3-2-3-Variation du prix : révision

Les prix seront révisés mensuellement dans le cas où l'index (ou groupe d'index) présente une variation de plus ou moins 3% entre le mois 0 et le mois d'exécution des travaux.

Le ou les index de référence pour la révision des prix sont listé ci-dessous :

Index et pondération	Désignation des lots
0,2 BT02+ 0,5 TP08 + 0,2 TP10a + 0,1 EV3	Lot 1 – VRD-AMENAGEMENTS EXTERIEURS
BT 06	Lot 2 GROS OEUVRE
BT 07	Lot 3 CHARPENTE
BT34	Lot 4 COUVERTURE – BARDAGE
BT 01	Lot 5 PORTES
0,97 BT47 + 0,03 BT38	Lot 6 ELECTRICITE CFO CFA SSI

La révision est effectuée par application au prix d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = Im / Io$$

dans laquelle Io et Im sont les valeurs prises par les index de référence « I » du marché respectivement au mois zéro et au mois m : mois d'exécution des travaux.

Il appartient au titulaire du marché d'effectuer sa révision sur la base du dernier indice connu au mois d'exécution des travaux et de transmettre le détail à l'ENAC en faisant figurer le numéro de marché

Lors de l'établissement du Décompte Général définitif, la révision de prix sera calculée sur la base du dernier index connu.

Il n'est pas prévu de révision sur index provisoire

3-3-Dépenses à charges des entreprises – Compte prorata

3-3-1-Dépenses à la charge des entreprises

Les dépenses à la charge des entreprises sont décrites dans le CCTP du lot concerné.

3-3-2-Compte prorata

Un compte prorata pourra être ouvert et géré par le titulaire du lot 2. La phase de préparation chantier fera l'objet d'une mise au point sur ce sujet. Le compte prorata ne pourra être utilisé que pour les charges suivantes :

- Consommation d'électricité et d'eau de la base vie
- Frais de nettoyage du chantier en cas de défaillance des entreprises

3-4- Rémunération du titulaire

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux.

Les acomptes seront versés mensuellement conformément aux dispositions de l'article 10.2 CCAG-Travaux.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

Le projet de décompte final sera établi conformément aux dispositions de l'article 12.3 du CCAG-Travaux.

L'établissement du décompte général définitif se fera selon les conditions de l'article 12.4 du CCAG-Travaux.

Si le maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du

CCAG-Travaux, le titulaire notifie au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, composé :

- du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 12.3.1 ;
- du projet d'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'article 12.2.1 pour les acomptes mensuels ;
- du projet de récapitulation des acomptes mensuels et du solde hors révision de prix définitive.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage notifie le décompte général au titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la réception des documents listés ci-dessus.

Rappel :

Il est rappelé que le régime de la TVA concernant les prestations sous-traitées, visant les travaux de construction y compris ceux de réparation, de nettoyage, d'entretien, de transformation et de démolition effectués en relation avec un bien immobilier, est modifié depuis le 01 Janvier 2014 dans le cadre de l'auto-liquidation de la TVA.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe (portant la mention « auto-liquidation »), et la TVA afférente au titulaire.

Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire.

Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

3-5 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de **30 jours** à compter de la date de réception par l'ENAC de l'état d'acompte mensuel transmis par le titulaire.

3-6 Paiement des cotraitants

Les dispositions des articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Si le **titulaire** du marché public est un **groupement**, le **cotraitant non-mandataire peut déposer sa facture dans Chorus Pro**. Celle-ci doit **obligatoirement** être **validée par le mandataire du marché**.

Avant de débiter la procédure, **chaque participant** (cotraitant, mandataire, maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage) doit se concerter afin de décider du rôle de chacun.

1- Dans le cas d'un groupement conjoint :

Chaque cotraitant dépose sa demande de paiement dans Chorus Pro, et le mandataire valide les pièces dans Chorus Pro.

Chaque membre du groupement sera payé de manière indépendante et percevra directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

2- Dans le cas d'un groupement solidaire :

Chaque cotraitant transmet sa demande de paiement au mandataire **hors Chorus Pro**.

Le mandataire dépose un seul projet de décompte mensuel pour l'ensemble du groupement.

Seul le compte du mandataire recevra le paiement, à charge pour lui de distribuer la part due aux autres cotraitants.

3-7-Paiement des sous-traitants

❖ Le droit au paiement direct des sous-traitants :

Seul le sous-traitant accepté par L'ENAC et dont les conditions de paiement ont été agréées par celui-ci, peut bénéficier du droit au paiement direct des prestations qu'il a exécutées. C'est pourquoi, le sous-traitant ne peut prétendre au paiement direct des prestations exécutées antérieurement à la décision d'acceptation et d'agrément de l'ENAC. Par ailleurs, le droit au paiement direct du sous-traitant est subordonné à la condition que le montant de la sous-traitance soit égal ou supérieur à 600 euros TTC.

Le paiement direct est obligatoire et ce, même si le titulaire du marché public est en état de liquidation des biens, de règlement judiciaire ou de suspension provisoire des poursuites. Le sous-traitant ne peut renoncer au bénéfice du paiement direct. Le paiement direct du sous-traitant est un droit d'ordre public que les parties, mêmes d'un commun accord, ne peuvent remettre en cause. Ainsi, une clause insérée dans le contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire échec au paiement direct est réputée non écrite.

Le principe selon lequel le sous-traitant ne peut renoncer à son droit au paiement direct ne s'oppose pas à ce que ce dernier soit payé directement par le titulaire du marché public et non par l'acheteur. Le paiement effectué par le titulaire aura alors pour effet d'éteindre à due concurrence la créance du sous-traitant sur l'acheteur.

❖ La procédure de paiement direct :

S'il est admis au **paiement direct**, le **sous-traitant** d'un marché de travaux peut déposer sa demande de paiement directement dans Chorus Pro.

Elle arrive au **titulaire du marché pour validation et transmission à l'ENAC**.

Chorus Pro assure la traçabilité de la demande de paiement, sa validation par le titulaire et sa transmission à la MOE pour prise en compte dans le processus de facturation.

Cette demande ne donne pas lieu à paiement automatique. Néanmoins, afin que le sous-traitant soit payé, le titulaire doit transmettre au maître d'œuvre les copies des demandes de paiement émises par ses sous-traitants, qu'il a préalablement acceptées.

En effet, il n'existe pas de lien direct entre la demande de paiement du sous-traitant et le dossier de facturation initié par le titulaire.

❖ Les sous-traitants de second rang:

Le sous-traitant de second rang ne peut bénéficier du droit au paiement direct.

Néanmoins, afin de protéger les sous-traitants faisant l'objet d'une sous-traitance en chaîne, l'article L. 2193-14 du code dispose que le sous-traitant direct doit délivrer au sous-traitant de second rang une caution ou une délégation de paiement dans les conditions définies à l'article 14 de la loi du 31 décembre 1975.

3-8-Mode de règlement

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, par virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB/RIP original.

La facture libellée au nom L'ENAC, doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- la référence de l'opération (202500TVX030)
- ce N° sera complété par le N° de marché (tel que fourni au titulaire lors de la notification du présent marché)
- le N° d'engagement juridique (Transmis par l'ENAC après la notification du marché)
- les nom et adresse du bénéficiaire des prestations,
- la désignation de la prestation exécutée

- o le montant hors-taxes,
- o le taux et le montant de la TVA,
- o le montant TTC,
- o la date d'exigibilité,
- o le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire,
- o le numéro de TVA intracommunautaire L'ENAC: FR57193112562,
- o le numéro de SIRET de l'ENAC: 193 112 562 00015
- o le numéro de TVA intracommunautaire du Titulaire.

Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, **le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.**

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- ☐ Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- ☐ Par dépôt au format PDF
- ☐ Par saisie en ligne dans le portail

******* Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.**

En cas de désaccord sur une partie de la facture, L'ENAC s'oblige à payer, dans les conditions prévues ci-dessus, la partie non contestée.

3-9-Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Au cours de l'exécution des prestations du marché, des demandes de modifications des travaux pourront être émises par le Maître d'œuvre. Ces demandes définissent soit les travaux prévus mais à modifier, soit les travaux non prévus.

Par dérogation à l'article 13 du CCAG-Travaux, les prestations supplémentaires ou modificatives sont notifiées soit par ordre de service soit par modification de marché. Pour les modalités de fixation des prix de ces prestations les articles 13.2 à 13.4 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG-Travaux, le titulaire est réputé avoir accepté les prix qui ont été fixés par ordre de service, si dans un délai de **15 jours** suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a présenté aucune observation au maître d'œuvre en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

Lorsque le maître d'ouvrage et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du titulaire.

3-10-Intérêts moratoires

Le Titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre du marché, sous réserve que le paiement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le délai de paiement, fixé à 30 jours, se décompte à compter de la date de réception par L'ENAC de l'état d'acompte mensuel notifié par le maître d'œuvre.

Ces intérêts moratoires seront liquidés conformément à la réglementation applicable en matière de marchés publics.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le

premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Un forfait de 40 euros sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires.

Article 4 – Délai d'exécution – Durée de la maintenance– Pénalités

4-1-Délai d'exécution des travaux

4-1-1-Délai d'exécution des travaux

Le délai global d'exécution des travaux est de **6 mois**. Ce délai comprend la période de préparation commune aux 6 lots de **1 mois**.

Ce délai court à compter de la réception par le titulaire de l'ordre de service de démarrage.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues à l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

4-1-2-Calendrier prévisionnel d'exécution

Le calendrier prévisionnel d'exécution est joint au marché.

Le calendrier prévisionnel d'exécution fixe de manière prévisionnelle le délai global des travaux.

Il s'applique jusqu'à l'accord du titulaire et du maître d'œuvre sur un calendrier détaillé d'exécution établi pendant la période de préparation.

Dans ce délai global sont compris la période de préparation, les études d'exécutions. Il est rappelé que ce calendrier ne reflète que les tâches principales, et que les interventions de l'entreprise doivent être prévues en tant que de besoin pendant la durée globale de l'opération et ceci dans le cadre forfaitaire du marché.

Il est également précisé dans le calendrier prévisionnel des études d'exécution et des travaux, la liste et les dates d'achèvement des tâches clefs, dont l'exécution aux dates contractuelles, ainsi fixées, devra impérativement être respectée.

4-1-3-Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution fixe, dans le respect du délai global de l'opération fixé à l'acte d'engagement, les actions à mener dès l'ouverture du chantier, les différents travaux et périodes d'intervention de l'entreprise

a) Le calendrier détaillé d'exécution est établi pendant la période de préparation en concertation avec chaque entreprise.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages constituant les travaux. Il indique, en outre, pour chacun des Marchés :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution ;
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Le calendrier détaillé d'exécution se substitue au calendrier prévisionnel d'exécution en tant que pièce constitutive du marché.

C'est le calendrier prévisionnel d'exécution puis, une fois notifié par ordre de service, le calendrier détaillé d'exécution qui permettra la détermination des éventuels retards du titulaire dans l'exécution des travaux de son marché et l'application des pénalités prévues.

Il est précisé qu'à l'occasion de la mise au point de ce calendrier, les titulaires de chacun des lots seront dans l'obligation d'accepter les contraintes techniques des délais imposés par les autres lots.

b) Au cours du chantier et après concertation avec les différents entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution.

Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai d'exécution de l'ensemble du Marché sauf cas de prolongations de délais résultant de l'application de l'article du 18.2 CCAG-Travaux complété par l'article 4.2 ci-dessous.

c) Le calendrier initial visé au 4.1.2, éventuellement modifié comme il est indiqué au 4.1.3 b), doit être approuvé et signé par le titulaire du marché. Il est notifié par ordre de service à tous les entrepreneurs par le maître d'œuvre avec copie au maître d'ouvrage, au contrôleur technique et au coordinateur S.P.S.

4-3-Cas de prolongation du délai global d'exécution – Intempérie

L'article 18.2 CCAG-Travaux détermine les modalités et les conditions de prolongation du délai d'exécution soit par avenant, soit par décision unilatérale de l'ENAC notifiée au titulaire. La prolongation du délai ne donnera pas lieu à indemnité du titulaire.

Sont qualifiées de journées d'intempéries les journées où les conditions climatiques sont telles, que les travaux ne peuvent être poursuivis dans les conditions techniques requises ou sans enfreindre les règles de sécurité.

Seuls les arrêts du fait d'intempéries ouvriront droit à décompte pour prolongation éventuelle de délais, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux et pour autant que les travaux empêchés soient sur le chemin critique.

Des délais supplémentaires entraîneront un allongement du délai d'exécution sans que les entreprises ne puissent prétendre à une rémunération complémentaire.

La détermination de la prolongation du délai d'exécution en jours de calendrier, au-delà des jours prévisibles, est obtenue par l'application au nombre de jours constatés du coefficient 1,17 (règle des 7/6).

Par dérogation à l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, les journées d'intempéries constatées selon les prescriptions ci-avant sont décomptées du lundi au vendredi, conformément aux prévisions du calendrier d'exécution.

La prise en compte des journées ou demi-journées d'intempéries est subordonnée à :

- La constatation faite par le titulaire, le jour même et communiquée au maître d'œuvre avant 13 heures le jour même, ou avant 14 heures dans le cas de changement brutal des conditions atmosphériques,
- La fourniture des relevés de la station météo référente,
- La déclaration à la caisse responsable,
- La présentation des justificatifs au plus tard lors de la réunion de chantier suivante.

En cas de litige :

Il appartiendra à l'entreprise concernée de justifier à la maîtrise d'œuvre que les conditions atmosphériques rendaient effectivement l'accomplissement du travail dangereux ou impossible eu égard soit à la santé ou à la sécurité des travailleurs, soit à la nature ou à la technique du travail à accomplir.

L'arbitrage sera rendu par la maîtrise d'œuvre pour ce qui concerne la nature ou la technique du travail à accomplir, et par le coordonnateur S.P.S. ou le maître d'ouvrage pour ce qui concerne la sécurité et la santé.

La station météorologique de référence est celle de Saint Yan (76) pour ces travaux.

Les limites des phénomènes météorologiques au-delà desquels les journées ou demi-journées seront déclarées en intempéries au sens du présent marché de travaux, sont les suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite		Durée limite
	Gros-œuvre	Couverture - étanchéité	
Pluie	= ou + de 10 mm /24h	+ de 0 mm/ 24 h	24 heures

Vent	= ou + de 60 km/h	= ou + de 60 km/h	24 heures
Neige	= ou + de 5 cm	= ou + de 0 cm	24 heures
Température	= ou – de 0° à 9 h	X	3 jours
Chaleur	= ou + de 29 à 9 h	X	3 jours

4-4-Modalités de poursuite de l'exécution du marché en cas d'atteinte du montant prévu pour la réalisation des travaux

La poursuite d'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée aux conditions prévues aux articles R2194-8 et R2194-9 du code de la commande publique.

En complément de l'article 14 du CCAG-Travaux, lorsque la masse des travaux exécutés atteint le montant des travaux, notion définie à l'article 14.1 du CCAG-Travaux, l'entrepreneur doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par l'ENAC.

Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu de la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement de la masse initiale.

L'entrepreneur est tenu d'aviser le maître d'œuvre, **2 mois au moins** à l'avance de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel, par dérogation à l'article 14.4 du CCAG-Travaux.

Le maître d'œuvre notifie par ordre de service sa décision de poursuivre, 10 jours avant l'expiration du délai de 2 mois ci-dessus.

A défaut d'ordre de poursuivre, le titulaire est tenu d'arrêter les travaux à la date où le montant exécuté atteint le montant contractuel. Les travaux qui sont exécutés au-delà du montant contractuel ne sont pas payés. Les mesures conservatoires à prendre à l'arrêt du chantier, décidées par le maître d'œuvre sont à la charge de l'ENAC sauf si l'entrepreneur n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

4-5- Pénalités encourues

4-5-1 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard applicables au titulaire ne pourra excéder 20% du montant total hors taxe de chaque lot, ou de la tranche considérée.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités peuvent être appliquées par jour de retard calendaire, sans mise en demeure, sur simple constat de la maîtrise d'œuvre.

4-5-2- Pénalités pour retard d'exécution

Pénalités pour retard dans l'exécution des ouvrages et/ou des prestations :

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, lorsque le délai global contractuel présenté dans le calendrier détaillé d'exécution est dépassé, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire par jour calendaire de retard de **500 €**

En application de l'article 19.2.5 du CCAG-Travaux, lorsque les délais pour la réalisation de certains ouvrages, parties d'ouvrages ou ensembles de prestations faisant l'objet de délais partiels ou particuliers ou de dates limites fixés dans le marché présentés dans le calendrier détaillé d'exécution sont dépassés, le titulaire encourt une pénalité de **500 €** par jour calendaire de retard.

4-5-3- Autres pénalités

Pénalités pour absences ou retards aux réunions :

Les réunions de chantier sont fixées par le maître d'œuvre.

En cas **d'absence aux rendez-vous de chantier**, aux réceptions partielles des différentes phases techniques **ainsi qu'à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre**, une **pénalité de 200 €** pourra être appliquée à tout entrepreneur absent dûment convoqué. Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

En cas de **retard de l'entrepreneur de plus de ¼ h aux réunions de chantier** ainsi qu'aux réceptions partielles des différentes phases techniques ainsi qu'à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre, une pénalité de **100 €** pourra être appliquée.

Ces pénalités s'appliquent également en cas d'absence ou de retard du représentant d'un cotraitant ou d'un sous-traitant dûment convoqué.

Pénalités pour retard dans le repliement des installations de chantier :

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En complément de 37.2 du CCAG-Travaux, en cas de retard dans les opérations de repliement des installations de chantier, le titulaire encourt une pénalité journalière de **250 €**

Pénalités pour retard dans la remise des documents EXE :

Tout retard dans la remise des plans et/ou autres documents d'exécution à fournir par le titulaire pourra donner lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire fixée à **500 €** par jour calendaire de retard.

Pénalités pour retard dans la remise des DOE :

- ✓ En cas de retard dans la remise de la version provisoire du DOE soumise au visa de la maîtrise d'œuvre, une pénalité forfaitaire fixée à **200 €** pourra être appliquée par jour calendaire de retard,
- ✓ En cas de retard dans la remise de la version définitive du DOE visée sans observation par la maîtrise d'œuvre, une pénalité forfaitaire fixée à **200 €** pourra être appliquée par jour calendaire de retard.

Pénalités pour retard dans la levée de réserves :

En cas de retard dans la levée de réserve, une pénalité journalière fixée à **250 €** pourra être appliquée.

Cette pénalité s'entend par jour de retard et par réserve sans mise en demeure, lorsque le délai d'exécution ou la date d'échéance fixée sur la décision de réception pour lever la réserve est dépassé(e).

Pénalité pour non-remise du contrat de sous-traitance :

Pénalité pour défaut de communication du contrat de sous-traitance à la demande du maître d'ouvrage :

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants au maître d'ouvrage, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de le produire à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le maître d'ouvrage, le titulaire encourt une pénalité journalière forfaitaire de **150 €** par dérogation à l'article 3.6.1.5 du CCAG-Travaux.

Pénalités pour absence aux Opérations préalables à la réception (OPR) :

En cas d'absence aux opérations préalables à la réception (OPR), une pénalité forfaitaire fixée à **500 €** pourra être appliquée par jour calendaire de retard.

Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 822 1-3 à L. 822 1-5 du Code du travail, il encourt une pénalité égale à 10

% du montant du contrat, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

Infractions aux prescriptions de chantier :

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées ci-dessus et avec lesquelles elles se cumulent.

Elles seront déduites des situations présentées à l'ENAC.

- a) Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier : **500 €** par jour (à compter de la demande de la MOE, SPS)
- b) Dépôt de matériaux, terres, gravais, déchets en dehors des zones prescrites : **250 €** par jour
- c) Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons : **100 €** par jour
- d) Retard dans le nettoyage du chantier : **500 €** par jour (à compter de la demande de la MOE, SPS)

Pénalités diverses :

- Absence de port de la carte d'identité professionnelle

Pénalité de **80 €** par jour.

- Non-respect de l'interdiction de fumer

Pénalité de **80 €** par infraction.

- Non-respect de l'interdiction de consommation d'alcool sur le chantier

Pénalité de **80 €** par infraction. Exclusion définitive du chantier du compagnon

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

5-1-Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, et conformément aux stipulations des articles R2191-3 et R2191-7 du Code, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché public est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'**option B** de l'article 10.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Cette avance est égale à **5%** du montant initial du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à **10 %**.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance sera remboursée en une seule fois lorsque le seuil de 65,00% du montant TTC du marché est atteint.

Le titulaire peut refuser l'avance.

5-2-Retenue de garantie

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5,00 % dans les conditions prévues aux articles L2191-7 et R2191-32 à R2191-35 du Code.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande dans les conditions prévues aux articles R2191-36 et R2191-41 du Code.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée, ou complétée, au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité pendant toute la durée du marché de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements, ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande, sont libérés dans les conditions prévues à l'article R2191-42 du Code.

Article 6 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux

6-1-Provenance des matériaux et des produits

Le CCTP de chaque lot fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

6-2-Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3-Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP de chaque lot définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Le CCTP de chaque lot précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

L'ENAC peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- o S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau ;
- o S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par l'ENAC.

En complément de l'article 23 du CCAG Travaux, il est précisé que l'emploi des procédés, produits ou matériaux non traditionnels ne peut être admis que sur présentation par l'entrepreneur de l'avis technique du CSTB.

Article 7 - Implantation des ouvrages

7-1-Piquetage général

Ces modalités sont précisées dans les CCTP des lots concernés.

7-2-Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Sans objet.

Article 8 - Préparation, coordination et exécution des travaux

8-1-Période de préparation des travaux

La période de préparation des travaux est de 1 mois et est comprise dans le délai d'exécution du marché.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des ouvrages, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre **15 jours** au plus tard après l'ordre de service de démarrage des travaux.

8-2-Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis avec les notes de calcul et études de détail au visa du maître d'œuvre. Celui-ci doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 8 jours après leur réception.

8-3-Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG- Travaux.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

8-4-Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

8-4-1-Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier

Les emplacements nécessaires sont mis gracieusement à la disposition de l'entrepreneur, dès que commence à courir le délai contractuel d'exécution, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

8-4-2-Installations à réaliser par l'entreprise

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

La description des installations à réaliser par les entreprises est mentionnée dans le CCTP de chaque lot joint au dossier de consultation.

8-4-3-Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

A/ Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent CCAP sous le nom de "coordonnateur S.P.S".

B/ Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris des entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, ...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

C/ Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

C.1 Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

C.2 Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- o Le P.P.S.P.S. (Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs) ;
- o Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- o La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- o Dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.
- o Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats.
- o Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- o La copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- o De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- o De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

D/ Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi N° 93-1418 du 31 Décembre 1993.

8-5- Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

8.5.1 Gestion des déchets de chantier

Les stipulations de l'article 36 du CCAG-Travaux s'appliquent.

8.5.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations de l'article 37 du CCAG-Travaux s'appliquent.

8-6-Compte-rendu de chantiers

Il est prévu des comptes rendus de chantier.

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-Travaux, les constatations établies par le maître d'œuvre dans le cadre des comptes rendus de chantier sont opposables au titulaire. Si ce dernier, ne réagit aux observations mentionnées par le maître d'œuvre dans un délai de 72 h, il est réputé accepter sans réserve le constat qui en résulte.

Article 9 - Contrôle et réception des travaux

9-1-Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus dans le CCTP de chaque lot sont à la charge de l'entrepreneur.

Si le maître d'ouvrage prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du maître de l'ouvrage si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'entreprise responsable de l'ouvrage ; dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont pris en charge par l'entrepreneur.

9-2-Réception

La réception se déroule conformément à l'article 41 du CCAG Travaux :

- la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux, et après rapport favorable sans réserve du Contrôleur technique, elle prend effet à la date de cet achèvement.

Postérieurement à cet avis et au rapport du Contrôleur technique la procédure de réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG Travaux avec les compléments suivants :

Des Opérations Préalables à la Réception (OPR) auront lieu au préalable et comporteront :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés
- les épreuves éventuellement prévues par le CCTP
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché

- la constatation éventuelle d'imperfection de malfaçons
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux.

Le délai de levée des réserves est fixé conformément à l'article 41.5 du CCAG Travaux. S'il n'est pas respecté par le titulaire, celui-ci encourt une pénalité de **100 €** par jour calendaire de retard pour chaque réserve. Le titulaire devra aviser le maître d'œuvre de la date à laquelle il considérera que chaque réserve a été levée. Ces levées de réserves donneront lieu à des constats contradictoires établis dans les conditions de l'article 11 du CCAG Travaux.

De surcroît, en cas de défaillance du titulaire dans son obligation d'exécuter les travaux de levée des réserves, la procédure d'établissement de son décompte général, si elle a été mise en œuvre, pourra être suspendue de plein droit afin de pouvoir y faire figurer en déduction du solde le montant de ces pénalités de retard, et le cas échéant, celui du coût de l'exécution des travaux aux frais et risques de l'entreprise.

En complément de l'article 41.7 du CCAG Travaux, il est précisé que la proposition de réfaction et son montant seront notifiés par ordre de service du maître d'œuvre qui sera définitivement réputée acceptée par le titulaire en l'absence de réserves motivées de sa part formulée dans les conditions de l'article 3.8.2 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 41.5 du CCAG-Travaux, elles bénéficient d'un délai de 30 jours ouvrés pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée. Si la réception est prononcée avec réserve, les entreprises ont 15 jours pour lever les réserves.

Passé ce délai, le maître de l'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution desdits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure préalable aux frais et risques et pour le compte de l'entrepreneur défaillant.

9-3-Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage

Les stipulations de l'article 43 du CCAG-travaux s'appliquent.

9-4 Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de chaque lot joint au dossier de consultation.

9-5-Documents fournis après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, **lorsqu'il demande la réception des travaux.**

L'entrepreneur transmettra à l'ENAC après validation du Maître d'œuvre 1 exemplaires dématérialisé (sous format informatique) (clé USB,) du dossier des ouvrages exécutés (DOE) complet, comportant les pièces énumérées dans les CCTP des différents lots ainsi que les pièces suivantes :

Les fichiers dématérialisés contiendront tous les documents sans exception du dossier DOE papier.

La fourniture de ces dossiers (l'ensemble des documents ci avant) conditionne le règlement financier définitif des travaux de l'entreprise titulaire de chaque lot concerné.

La remise des documents en cours de chantier sera planifiée et contractualisée au même titre que la planification des travaux, par l'entreprise titulaire du marché.

9-6- Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de **1 an** dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

9-7-Garanties particulières

Pour certains lots et installations, il peut être prévu des garanties particulières, elles sont mentionnées dans le CCTP du ou des lot(s) concerné(s).

9-8-Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de **15 jours** à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

L'entrepreneur fait son affaire personnelle de la souscription des assurances relatives aux biens et équipements lui appartenant ou placés sous sa garde, utilisés pour la réalisation de son marché et non destinés à être incorporés dans l'ouvrage.

Il veille aussi à ce que les véhicules terrestres à moteur et les remorques (attelées ou non) soient assurés conformément à la réglementation en vigueur et que ceux-ci soient aussi garantis lorsqu'ils fonctionnent en tant qu'engins en dehors de toute circulation.

L'entrepreneur doit fournir au Maître d'Ouvrage les attestations d'assurance en cours de validité justifiant leur souscription à :

1/ Police de responsabilité civile :

L'entrepreneur, ainsi que les co-traitants ou sous-traitants désignés dans le marché, devront souscrire un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non, causés aux tiers, y compris le maître d'ouvrage, du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objets du présent marché.

2/ Police de responsabilité décennale :

La police d'assurance couvre, pour l'ensemble des ouvrages, les conséquences pécuniaires des dommages matériels et immatériels de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs au sens des articles 1792 et 2270 du Code Civil pendant les périodes de garantie définies par les articles 1792 et 2270 précités.

Article 10 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif

Article 11 – Résiliation du contrat

11.1 Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à **2,0 %**.

11.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particuliers

La personne publique peut résilier le marché aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 à R. 2143-12 et R.2143-16 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par l'ENAC autorise celui-ci à résilier sans indemnités le marché, aux frais et risques du Titulaire.

11.3 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 12 – Cession et nantissement de créances

Les créances résultant du marché peuvent être cédées ou nanties au titre de la loi du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises, et conformément aux articles L2191-8 et R2191-45 du Code.

L'entrepreneur pourra bénéficier pour le présent marché, de l'affectation en nantissement dans les conditions définies aux articles R2191-46 à R2191-50 et aux articles R2191- 52 à 53 du Code.

vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation du marché sont restitués à l'ENAC.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le titulaire à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable de l'ENAC propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du marché.

Article 13 - Règlement des différends et des litiges

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif de Toulouse sera compétent.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif, 68 rue Raymond IV, 31000 Toulouse.

Tel : 05 62 73 57 57

Fax : 05 62 73 57 40

Mail : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Internet : [http:// www. http://toulouse.tribunal-administratif.fr](http://www.http://toulouse.tribunal-administratif.fr)

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif ,68 rue Raymond IV, 31000 Toulouse

Tel : 05 62 73 57 57

Fax : 05 62 73 57 40

Mail : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Internet : [http:// www.http://toulouse.tribunal-administratif.fr](http://www.http://toulouse.tribunal-administratif.fr)

Article 14 – Dérogations et compléments aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux par l'article 3.4 du CCAP
- Dérogation à l'article 13 du CCAG-Travaux par l'article 3.9 du CCAP
- Dérogation à l'article 28.2.3 du CCAG-Travaux par l'article 4.1.3 du CCAP
- Dérogation à l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux par l'article 4.2 du CCAP
- Dérogation à l'article 14.4 du CCAG-Travaux par l'article 4.3 du CCAP
- Dérogation à l'article 19.2.1, 19.2.2 et 19.2.4 du CCAG-Travaux par l'article 4.4.1 du CCAP
- Dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux par l'article 4.4.2 du CCAP
- Dérogation à l'article 3.6.1.5 du CCAG-Travaux par l'article 4.4.3 du CCAP
- Dérogation à l'article 11 du CCAG-Travaux par l'article 8.6 du CCAP
- Dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux par l'article 11.1 du CCAP

Le CCAP apporte des compléments aux CCAG Travaux aux articles :

- L'article 4.3 du présent CCAP complète l'article 14 du CCAG-Travaux
- L'article 4.4.3 du présent CCAP complète l'article 37.2 du CCAG-Travaux
- L'article 6.3 du présent CCAP complète l'article 23 du CCAG-Travaux
- L'article 9.2 du présent CCAP complète l'article 41.7 du CCAG-Travaux